

CHARTRE DES ORGANISATIONS D'HABITANTS
PROPOSITION POUR L'ASSEMBLÉE MONDIALE DES CITOYENS
ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE, PLURIEL ET SOLIDAIRE

3ème état - 30 octobre 2001

PREAMBULE

Nous les habitants, nous sommes les principaux responsables de la construction de nos communautés et peuples dans le monde. Notre labeur collectif est en permanence usurpé par des minorités qui détiennent le pouvoir économique et politique dans nos pays et dans le monde. Il n'y a pas ainsi de reconnaissance de ce travail et en échange on nous nie le droit à jouir du fruit de nos efforts.

Nos gouvernements, attentifs aux impositions du capitalisme sauvage, ont perdu leur autonomie et leur souveraineté, laissant désarmés les peuples qu'ils disent représenter. Ainsi nos campagnes sont abandonnées. Il n'y a pas de production de subsistance sinon pour le marché international et ainsi les terres sont perdues, des cultures rentables et peu durables se multiplient, il existe une tendance à la disparition de la petite paysannerie, et à l'extinction de plusieurs peuples (indiens, etc.) et la perte du même coup des structures sociales solidaires, millénaires et nos identités culturelles.

Le capital productif a cédé la place au capital spéculatif et avec lui les grandes, moyennes et petites entreprises, mais surtout ces dernières, qui sont de grandes sources d'emploi, sont tombées en faillite, laissant derrière elles l'ombre du chômage, le travail précaire et l'insécurité sociale et au passage faisant table rase sur les droits conquis par des milliers de travailleurs du monde entier, y compris le droit à l'association syndicale.

En échange on assiste à la montée du secteur informel dont la caractéristique principale est aussi l'insécurité sociale. Dans tous nos pays, nos pères, mères, enfants, frères, risquent leurs vies pour franchir des frontières et vendre leur main d'oeuvre dans les pays du premier monde, vivant pour plusieurs générations dans l'illégalité, l'insécurité et la violence sociale. Beaucoup d'habitants urbains n'ont pas encore la sécurité de la possession du sol et n'ont pas accès à un logement décent.

Les femmes souffrent pour être des femmes dans une société patriarcale et, en même temps, elles sont opprimées en tant que paysannes, travailleuses et habitantes des quartiers pauvres. Les femmes sont arrimées à l'esclavage domestique et travaillent de longues heures.

Des enfants sont obligés de travailler dans les rues, dans des ateliers, dans des fermes pour augmenter le revenu du ménage. Ils ne sont pas scolarisés. Ils sont exposés aux guerres, à la prostitution et aux drogues, à la malnutrition et beaucoup d'entre eux en meurent. Les

enfants de la rue conduisent à de nouvelles générations qui naissent et vivent dans la rue, et c'est sans doute par miracle qu'ils arrivent à la majorité.

Indiens, paysans, travailleurs, secteur informel, nous sommes en dessous de la ligne de pauvreté, pris dans la lutte quotidienne pour survivre, menacés par le fléau de la mondialisation. Face à la **mondialisation** qui nous est imposée par le système économique actuel, nous revendiquons la construction de la mondialisation depuis les communautés, les peuples, les organisations sociales pour construire un monde démocratique, équitable, durable et solidaire. Chaque habitant citoyen a droit au logement, à la santé, à l'éducation, au travail, et à la sécurité. A chacun de ces droits correspond un devoir, de solidarité, de respect mutuel, de créativité, de fraternité, d'égalité et de droit à la différence.

Depuis notre propre milieu et territoire d'action, nous formulons alors l'engagement de travailler dans ce sens et nous affirmons que puisque que les villes sont des espaces/territoires construits par leurs habitants, ceux-ci doivent en profiter et nous devons les repenser comme des villes démocratiques, sûres, inclusives, équitables, éducatrices, habitables, durables, saines, agréables et productrices.

Afin de réaliser cette grande mission, nous assumons l'engagement de:

1. Revendiquer **la souveraineté et l'autodétermination des peuples** (pour ceux qui le souhaitent) et des nations et le respect à la diversité culturelle. Plusieurs peuples (indiens, palestiniens, kurdes, etc.) sont expulsés de leurs terres ancestrales, leurs moyens de subsistance et leurs traditions culturelles ont été piétinées.
2. Revendiquer la construction d'une **ville pour tous**, sans exclusion ni discrimination: La valorisation spectaculaire des quelques zones urbaines s'accompagne de la destruction des réseaux sociaux, marginalisant encore plus les pauvres.
3. Défendre devant les états la revendication du **droit à la participation sociale populaire** dans la planification et dans la définition des politiques publiques urbaines et d'habitat, y compris la prévention des désastres, sur la base de la gestion démocratique du territoire et la protection de l'environnement, afin de garantir que les politiques soient inclusives et démocratiques, permettant le bon développement social et humain de tous les hommes et femmes, jeunes, enfants, personnes âgées, afin de combattre les problématiques socio-urbaines qui se développent aujourd'hui dans nos villes telles que la violence urbaine.
4. Nous entendons combattre **la violence urbaine**, à travers la valorisation de l'espace public et des politiques d'inclusion, qui favorisent en priorité l'emploi, la formation, les loisirs et le sport. Mais aussi à travers l'éducation pour les futurs parents qui empêche la désagrégation familiale et les séquelles qu'elle entraîne. La vigilance de la part de l'Etat sur les moyens de communications qui diffusent la violence doit s'ajouter à une indispensable fermeté contre le trafic d'armes et de drogue qui entraîne l'augmentation de la violence.
5. Pousser les états à concevoir et garantir le **logement comme un droit humain et civil** et non comme un bien économique, pour cela les politiques de l'habitat doivent garantir la pleine réalisation de ce droit à travers : offrir l'accès au sol et la régularisation des terres et des quartiers (titres de propriété) ; la conception et l'approbation de la législation non exclusive, enfin la production de logements « sociaux » à l'intérieur de

- la trame urbaine, et s'assurer que ces logements sociaux restent accessibles financièrement à tous.
6. Assumer la responsabilité de la construction de nos pays et des villes que nous voulons pour lesquels il est nécessaire d'élaborer **un Programme Social et un projet stratégique** qui nous ouvre une perspective à long terme.
 7. Développer des alliances stratégiques avec divers acteurs sociaux, qui nous permettent la construction de notre **idéal collectif** :
 - a) avec les organisations non gouvernementales et avec les universités, en les obligeant à un véritable engagement,
 - b) avec les autorités locales élues démocratiquement, pratiquant le partenariat et la reconnaissance mutuelle.
 8. Travailler avec grande responsabilité dans la mise en oeuvre de **Conseils et instruments décisionnels** qui puissent garantir la participation égalitaire des acteurs impliqués dans l'aménagement urbain et l'habitat. Ces instruments doivent être construits à partir d'un processus démocratique de discussion, en incluant tous les secteurs de la politique urbaine, avec une enveloppe budgétaire pour garantir son autonomie.
 9. Nous sommes conscient que **le partenariat** entre collectivités locales et habitants peut être rendu impossible si le fonctionnement concret des structures ne le permet pas, même si les élus et les responsables le souhaitent ardemment. Il faut donc que les partenaires, élus locaux et communautés, vérifient que les conditions de réussite sont ou seront réunies afin d'organiser les gouvernements locaux en vue de la création d'espaces publics de partenariat. Mettre en cohérence les discours et les pratiques est une nécessité qui réclame une vigilance des pouvoirs publics tant de la part des organisations d'habitants que de la part des pouvoirs publics pour respecter les engagements pris. Une évaluation doit être faite pour mesurer les écarts et se donner les moyens pour les réduire.
 10. Promouvoir **la systématisation de nos expériences** en tenant compte de nos erreurs et certitudes, mais aussi l'échange d'expériences qui renforce la construction d'un tissu social basé sur la solidarité, la démocratie et une culture et éthique politique différente.
 11. Reconnaître l'importance de continuer **un processus de réarticulation** de nos organisations au niveau national, mais aussi l'engagement de rassembler d'autres organisations de mouvements sociaux démocratiques.
 12. Revendiquer le **principe d'autonomie** des organisations face aux partis politiques et au gouvernement, pour cela nous considérons importante l'évaluation de la relation partenariale. En effet les organisations de base, formelles ou informelles, sont une forme de représentation de la population. Elles agissent dans l'intérêt de celle-ci, en font émerger une parole collective, et ont à rendre des comptes à la communauté toute entière.
 13. Nous condamnons toutes formes belliqueuses: la guerre est par définition ennemie du développement durable, (Principe 24, Déclaration de Rio, 1992), pour cette raison nous nous prononçons en faveur de la paix dans le monde.
 14. Nous ratifions la *Charte des Habitants* rédigée lors du Forum des Habitants à Istanbul-Turquie (1996), dans laquelle, parmi d'autres points, nous exigeons un logement pour tous car nous ne pouvons vivre ni dans le ciel ni dans la mer. Nous reconnaissons la nécessité d'un appui d'experts mais pas celle d'intermédiaires qui confisquent notre parole, notre dignité et notre culture.

15. Nous sommes les habitants du monde et nous voulons être les “bâtisseurs du présent et de l’avenir”. Nous assumons la responsabilité de participer à la construction d’un monde libre et juste.

Charte élaborée à partir de la:

- Déclaration de Xalapa, Mexique, MUP, juillet 2000
- Charte africaine de partenariat entre les habitants et les autorités locales, CIAH, Namibie, mai 2000
- Charte de Salvador, Forum Habitar, Salvador de Bahia, Brésil, mai 2001
- Charte de Belo Horizonte, juin 2000
- Héros Locaux 21, Résolution finale, Berlin, juillet 2000.
- Charte des Habitants à Istanbul, Turquie, juin 1996
- Déclaration de Dakar, 1998

Et les observations et commentaires de:

- Pinky Cupino, San Lakas, Philippines
- Sidiki Abdoul Daff, CIAH, Senegal
- Joseph Fumtim, CIAH, Cameroun
- Felipe Llamas, Madrid, Espagne
- Garumuni Thusita Rajarathna, Gajabapura Settlement, Colombo, Sri Lanka
- Pedro Franco, CUP, République Dominicaine
- Membres de RedSCA – Caracas, Venezuela
- Collège organisation des habitants de la Région du Nord-Pas de Calais, France
- Cristina Almazan, UCISV-VER, Xalapa, Veracruz, Mexique.